



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SCAN UT-67 AL

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 11 JUIL. 2014

mettant en demeure la société Pétroplus Raffinage Reichstett SAS à Reichstett  
représentée par Maître Fabienne JENNER, liquidateur judiciaire,  
de respecter les articles 1.1 et 1.2 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2014.

Le Préfet de la région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU le livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement et notamment son article R.512-39-1,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris en application de la loi relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU les actes administratifs délivrés pour l'exploitation de la raffinerie de pétrole de Reichstett par la Compagnie Rhénane de Raffinage, en particulier : l'autorisation d'exploiter initiale du 7 juillet 1959, l'autorisation d'extension du 22 décembre 1980, l'autorisation du 29 novembre 2001 complétée le 28 octobre 2004,
- VU l'arrêté préfectoral du 28 mars 2008 actant le changement d'exploitant au bénéfice de la société Pétroplus Raffinage Reichstett,
- VU les arrêtés complémentaires du 23 février 2010 et du 16 février 2011,
- VU le courrier de Pétroplus Raffinage Reichstett en date du 31 janvier 2014, notifiant la cessation définitive d'activité de la raffinerie,
- VU le jugement du 10 février 2014 ayant prononcé la liquidation judiciaire de la société Pétroplus Raffinage Reichstett, et désigné Maître Fabienne JENNER en qualité de Liquidateur,
- VU le rapport du 24 juin 2014 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Alsace, chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que la liquidation judiciaire de la société Pétroplus Raffinage Reichstett à Reichstett a été confiée à Maître Fabienne Jenner,

CONSIDÉRANT que les déchets d'exploitation de la raffinerie n'ont pas été enlevés et traités dans les délais prescrits par l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2014,

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2014 prescrivent l'enlèvement et le traitement des déchets dans un délai de deux mois pour les déchets du bassin d'orage et de trois mois pour les autres déchets,

CONSIDÉRANT que le registre d'enregistrement des contrôles de l'intégrité des dispositifs d'interdiction de l'accès au site, n'est pas tenu,

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2014 prescrivent l'enregistrement des contrôles de l'intégrité des dispositifs d'interdiction de l'accès au site,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société Pétroplus Raffinage Reichstett SAS à Reichstett, dont l'adresse du siège social est : RD37, 67116 REICHSTETT, représentée par Maître Fabienne Jenner, dont l'adresse est 5, rue des Frères Lumières à Eckbolsheim 67087 Strasbourg, intervenant en qualité de liquidateur judiciaire, est mise en demeure de se conformer sous 1 mois aux prescriptions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2014, repris ci-après :

#### 1.1 Gestion des déchets

*Les déchets de l'exploitation sont enlevés du site et orientés vers des installations disposant des autorisations et agréments requis pour leur transit, leurs traitements intermédiaires et leurs traitements finaux.*

*Les justificatifs prévus par les lois et règlements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.*

*L'ensemble des déchets d'exploitation est enlevé du site dans les délais ci-dessous à partir de la date de notification du présent arrêté.*

- *déchets des bassins d'orage deux mois*
- *autres déchets trois mois.*

*D'ici à leur enlèvement les déchets sont entreposés dans des conditions garantissant le confinement des fuites éventuelles (capacités de rétention pour les contenants de déchets liquides) et toute dissémination dans l'environnement.*

Les déchets d'exploitation comprennent entre autre :

- les fonds de bacs ;
- les produits chimiques présents sur site (souffre, soude,...) ;
- les citernes et bouteilles contenant des gaz ;
- les boues carbonatées ;
- les produits du réseau des eaux huileuses.

Les conditions garantissant le confinement des fuites éventuelles comprennent entre autre :

- l'obturation des trous d'homme des bacs ;
- la conservation de l'intégrité des bâtiments contenant des déchets et des produits chimiques ainsi que leur fermeture.

## **Article 2 :**

La société Pétroplus Raffinage Reichstett SAS à Reichstett, dont l'adresse du siège social est : RD37, 67116 REICHSTETT, représentée par Maître Fabienne Jenner, dont l'adresse est 5, rue des Frères Lumières à Eckbolsheim 67087 Strasbourg, intervenant en qualité de liquidateur judiciaire, est mise en demeure de se conformer sous 1 mois aux prescriptions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2014, repris ci-après :

### **1.2 Interdictions ou limitations d'accès au site**

*L'exploitant met en place des dispositifs permettant d'empêcher l'accès au site.*

*Les dispositifs d'interdiction de l'accès sont réalisés suivant l'état de l'art et leur intégrité est maintenue par l'exploitant. L'état de ces dispositifs est contrôlé régulièrement par l'exploitant. Ces contrôles et les travaux de maintenance sont enregistrés. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.*

## **Article 3 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement,

**Article 4 :**

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- les Maires de Reichstett et Vendenheim,
- La société PRR représenté par Maître Jenner
- le Commandant du Groupement de gendarmerie,
- les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement d'Alsace,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société Pétroplus Raffinage Reichstett SAS à Reichstett représentée par Maître Jenner.

LE PRÉFET  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général Adjoint



Jean-François COURET

**Délais et voies de recours**

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.